



NANTERRE

La communauté comorienne en deuil
PAGE II

JEUX MÉDITERRANÉENS

Dix sportifs du département médaillés
PAGE V

Hauts-de-Seine matin

LUNDI 6 JUILLET 2009
www.leparisien.fr

Enfouissement de la N 13 : Sarkozy s'impatiente

Troisième réunion aujourd'hui du comité de pilotage qui se penche sur les projets d'enfouissement de la N 13, à Neuilly. Nicolas Sarkozy a dit son désir de voir le dossier avancer.

VÉRITABLE serpent de mer, l'enfouissement de l'avenue Charles-de-Gaulle, entre la porte Maillot et le pont de Neuilly, fera aujourd'hui l'objet d'une troisième réunion du comité de pilotage.

Un comité qui, sous l'égide du préfet de région Daniel Canepa, remet sur la table depuis le début de l'année les études et les différentes variantes possibles : deux fois deux

voies, deux fois trois voies... Mardi dernier, lors de sa venue à La Défense, le chef de l'Etat a fait connaître son sentiment. Et a carrément balayé d'un revers de main le projet d'Axe 13 défendu par Jean-Christophe Fromantin, maire de Neuilly. « Moi, on ne me vend pas un projet avec 160 000 véhicules qui débouchent sur un feu rouge », a grincé Nicolas Sarkozy.

Fromantin prône un enfouissement plus modeste, avec l'aménage-

ment d'un boulevard urbain en surface, pour maintenir l'activité économique. Le préfet de région avait fait savoir que ce projet pouvait « s'inscrire dans la démarche du Grand Paris initiée par le président de la République », demandant à Jean-Christophe Fromantin de compléter ses études avec un volet environnemental et sanitaire. Ce qui doit être examiné aujourd'hui.

« Je me battrai pour l'enfouissement, a encore insisté le président de

la République la semaine dernière. Je ne comprends pas pourquoi à l'est de Paris, devant le Stade de France, l'enfouissement est nécessaire, et pourquoi à l'ouest, c'est un luxe ! »

Reste plusieurs inconnues : la question du financement — près d'un milliard d'euros — n'est toujours pas résolue, tout comme les conséquences de l'arrivée de la N 13 enterrée sur le trafic du périphérique.

FLORENCE HUBIN

Malakoff

Ils fêtent leur nouvelle vie avec des papiers

LY A Victorine, Cécile, Bokara, Taoufik... Ils ont décroché leur sésame pour vivre en France, certains au terme d'un éprouvant parcours, grâce à la mobilisation de parents, directeurs d'école, professeurs, élus, anonymes. Hier, le Réseau éducation sans frontières (RESF) du sud des Hauts-de-Seine a rassemblé à Malakoff tous ces ex-clandestins autour d'un couscous, dans l'école Jean-Jaurès. « Depuis 2005-2006, nous avons fait régulariser 150 personnes », évoque Rochard Moyon, l'un des porte-parole.

Une étape qu'Annie n'est pas près d'oublier. Le récit de la mobilisation autour de sa famille, il y a trois ans, lui arrache encore des larmes. « C'était intense. Ils ont tous été incroyables. Une pétition a circulé, elle a obtenu 4 000 signatures. » La Roumaine se souvient du nom de sa fille Ylenia « écrit en grand sur les fenêtres de son école ». Aujourd'hui, Annie et son mari, installés à Malakoff, cherchent une maison. « On va faire la demande de naturalisation française », sourit-elle.

Smaïl se sent « comme quelqu'un qui sort de prison »

Une table plus loin, le Colombien Ruben Dario et son épouse Rosa savourent la liberté de leur nouvelle vie. Arrivé en 1991 en France, Ruben Dario a bataillé pendant quinze ans pour obtenir un titre de séjour. « Maintenant, on vit plus tranquilles, sourit le quinquagénaire. On a pu faire un crédit pour acheter un appartement, on paie nos impôts comme tout le monde. » Quant à Smaïl, arrivé d'Algérie en 2002 pour



MALAKOFF, HIER. Cette année, pour la première fois, Smaïl emmène sa famille en vacances à la mer. Comme d'autres ex-sans-papiers du département, il participait à une fête du Réseau éducation sans frontières. (L.P./G.B.)

s'installer à Montrouge, il s'appête à emmener sa femme Jamila et ses trois enfants en vacances, pour la première fois cette année. « On va à la mer, dans le Nord », annonce-t-il fièrement. Après des années de recours « où on peut être jeté à tout

moment », le père de famille se sent « comme quelqu'un qui sort de prison. C'est vraiment la liberté ». Chauffeur-routier, Smaïl a même pu décrocher un HLM pour son foyer. « Je n'ai pas à me plaindre. On a été soutenus par RESF et par le comité

des sans-papiers kabyles, dans le XI^e arrondissement. On a réussi à prouver, par notre parcours et notre comportement, qu'on n'était pas des gens à problèmes. Et mes enfants travaillent bien à l'école. »

GAËTANE BOSSAERT

OFFRE SPÉCIALE ÉTÉ

Alarme Habitation / Entreprise **Direct**

Télésurveillance à partir de

29,90€ TTC* MOIS

*sous réserve d'un système compatible avec les protocoles Securitas Direct

Pour un Devis GRATUIT appelez le:

N° Vert 0 800 77 96 11

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

C'EST NOUVEAU Des ampoules écolos pour les HLM

L'OFFICE public de l'habitat de Puteaux va offrir à ses 5 235 locataires un kit d'une dizaine d'ampoules à basse consommation LBC, et formera ses trente-trois gardiens pour les aider à faire des économies d'énergie. Les ampoules LBC consomment en moyenne sept fois moins de kilowatts qu'une ampoule traditionnelle, et durent six ans en moyenne pour une utilisation d'environ trois heures par jour. Les locataires peuvent faire la demande d'ampoules auprès de l'OPH de Puteaux.

LE CHIFFRE

900 nichoirs dans les parcs



LE CONSEIL général a installé plus de 900 nichoirs dans les parcs des Hauts-de-Seine pour protéger les oiseaux et les aider à se reproduire. On trouve surtout ces abris dans le nord du département : les espaces verts étant plus récents que ceux situés au sud, ils recèlent moins de lieux propices à la nidification. Ces abris sont adaptés aux espèces les plus présentes : mésanges bleues, charbonnières et nonnettes, chouettes, faucons crécerelles, pics, étourneaux... et même chauve-souris.

AUJOURD'HUI

10 heures, Boulogne-Billancourt. Le haut-commissaire aux solidarités actives, Martin Hirsch, se rend à l'antenne de la Caisse d'allocations familiales de Boulogne pour le premier versement du RSA. Le département compte quelque 57 000 bénéficiaires du revenu de solidarité active, nouvelle version du RMI élargie aux travailleurs modestes.